



Dispute sur le système de santé

AUDE RAIMONDI

Rev Med Suisse 2018; 14: 2030-2



Et si nous essayions de mieux comprendre la complexité de notre système de santé, afin d'imaginer concrètement le futur? Cette vaste question a animé la première «dispute de la santé», organisée par l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) et l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), au salon Planète Santé live. Rythmée par trois ateliers intitulés «défis» et des votes soumis au public, son objectif était avant tout de favoriser le débat et faire circuler les idées. Une dizaine d'orateurs et autant d'interpellateurs ont pris la parole pour tenter d'initier l'écriture d'un nouveau futur pour notre système de santé.

1. LE DÉFI DU FUTUR: VIVRE AVEC LA MALADIE, DONNER UNE NOUVELLE PLACE À LA SANTÉ

PUBLIQUE

Pas de doute, notre système de santé traverse aujourd'hui une crise. Mais si le mot «crise» a la même étymologie que le mot «critique», ce n'est pas un hasard. Ces moments de tension ont le mérite d'apporter remises en question et perspectives. La définition de la santé elle-même est le témoin de certaines dissensions. En 1946, l'OMS la décrivait comme «un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité». Une vision utopique désormais confrontée à des versions plus pragmatiques.

Ces définitions seront sans doute encore amenées à évoluer ces prochaines années, influencées par l'avènement du digital. La numérisation massive permet désormais d'extraire les connaissances pour proposer des nouveaux modèles de soins. Mais le risque est de contribuer au phé-

nomène de déshumanisation. Pour éviter cela, il semble impératif que la médecine se construise autour de l'humain.

Un point d'autant plus important qu'aujourd'hui en Suisse, les inégalités sociales font déjà partie intégrante du système. Avec une espérance de vie de 81,1 ans pour les hommes et 85,5 ans pour les femmes, nous sommes certes dans le trio de tête au niveau mondial. Mais on constate qu'un homme de trente ans jouit de 4,6 ans d'espérance de vie de plus que les autres s'il fait partie du secteur tertiaire. Dans notre pays à hauts revenus, des voix s'élèvent donc pour augmenter sensiblement les interventions de prévention et ainsi rééquilibrer ces décalages.

Discussion

Le message qui émane de cette réflexion est unanime: il faut remettre la relation du patient avec son traitement au cœur du système. On constate que les patients vont généralement mieux lorsqu'ils sont complètement impliqués dans le processus de soins.

Les enjeux économiques, eux, font débat: pour certains, l'Etat va devoir assumer son rôle régulateur et travailler à une allocation la plus juste possible des ressources. Pour d'autres, les instances politiques directement liées à la santé n'ont pas le bras assez long. Puisque la prévention dépend beaucoup de notre style de vie, il faut convaincre non seulement le Département de la santé d'agir, mais aussi les différents secteurs des gouvernements cantonaux et fédéraux. Par exemple avec des taxes sur le sucre ou en réaménageant l'urbanisme, pour encourager la mobilité.